

12 juin 2026

RAPPORT sur la mission en la République tchèque

22 – 24 avril 2026

Table des matières

Introduction	2
1. Réunions avec les parties prenantes nationales et internationales et visite du Centre de consultation et de communauté ukrainien (CCCU).....	2
2. Conditions d'accueil	4
Activation de la protection temporaire	4
Accès à la protection temporaire.....	4
Disponibilité de l'aide juridique.....	6
3. Mesures d'intégration pour les Ukrainiens déplacés par la guerre	6
Les Centres d'appui à l'intégration des étrangers (CSIF).....	6
Accès à l'éducation	7
Accès au marché du travail.....	8
Accès au logement.....	9
4. Groupes particulièrement vulnérables	10
Mineurs non accompagnés	10
Situation des Roms ukrainiens en 2023.....	11
Soutien en santé mentale	11
5. Transition vers d'autres statuts juridiques	12
Permit <i>Lex Ukraine VII</i> – Titre de séjour spécial de longue durée	12
Autres options pour rester en Tchéquie ou retourner en Ukraine	13
Conclusion	14

Introduction

La Division des migrations et des réfugiés (DMR) du Conseil de l'Europe a été créée au sein de la Direction générale des droits humains et de l'État de droit ([DG I](#)) le 1er février 2025 afin d'assurer le suivi de l'action de l'ancienne Représentante spéciale de la Secrétaire Générale sur les migrations et les réfugiés. Une partie de son mandat inclut des missions dans les États membres, afin de recueillir et analyser des informations sur le droit et les politiques de migration, les bonnes pratiques ainsi que les défis dans ce domaine, d'évaluer les besoins des États membres et d'identifier des domaines d'intérêt particulier afin de renforcer la coopération avec le Conseil de l'Europe.

Les 22, 23 et 24 avril 2026, la délégation de la DMR, composée de M. Nikolaos Sitaropoulos, chef de Division, et de M^{me} Eleana Kypriotaki, conseillère juridique, a effectué une visite en la République tchèque, dans le cadre de visites thématiques auprès des trois pays accueillant le plus grand nombre de personnes déplacées d'Ukraine (Pologne¹ – février 2026, République tchèque – avril 2026 et Allemagne – envisagée en septembre 2026). À la fin mars 2026, la République tchèque accueillait 379 820 Ukrainiens bénéficiaires de la protection temporaire, ce qui en fait le pays présentant le taux le plus élevé de bénéficiaires de la protection temporaire dans l'Union européenne (34,8 pour 1 000 personnes).²

1. Réunions avec les parties prenantes nationales et internationales et visite du Centre de consultation et de communauté ukrainien (CCCU)

Au cours de la mission, la délégation de la DMR a rencontré et échangé avec les autorités nationales compétentes, des organisations internationales et des Organisations de la société civile (OSC) impliquées dans les domaines de l'accueil, de l'intégration et d'un éventuel retour des personnes déplacées d'Ukraine ayant trouvé refuge en la République tchèque. Lors de ces réunions, des informations ont été fournies concernant l'accès à la protection temporaire, la disponibilité et la durabilité des mécanismes d'intégration, la protection des groupes particulièrement vulnérables, la possibilité de transition vers des statuts juridiques après la fin envisagée de la protection temporaire et la possibilité de retours en Ukraine.

- Au ministère de l'Intérieur (Unité des affaires internationales et européennes, Unité de la politique migratoire et d'asile de l'UE, Unité de la législation sur l'asile, et unité pour l'Intégration des immigrants et l'information), les discussions ont porté sur les questions d'accueil, l'intégration sur le marché du travail, l'accès à l'éducation et aux soins de santé, ainsi que la coopération avec la société civile.
- Le ministère du Travail et des Affaires sociales (Département de l'Union européenne et de la coopération internationale, Département de la famille et de la protection des droits de l'enfant, Département des prestations sociales et familiales non assurantielles et Département des stratégies d'emploi et de son soutien) a fourni des informations sur les questions relatives au marché du travail et à l'éducation des enfants, ainsi que sur la reconnaissance des qualifications professionnelles, le logement et les questions de santé mentale.
- Les discussions au ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports (Section de la coopération internationale et du soutien à l'éducation, Département des relations

¹ Division des migrations et des réfugiés du Conseil de l'Europe, [Rapport sur la mission en Pologne, 4-5 février 2026](#), Strasbourg, 2026.

² Eurostat, [Temporary protection for persons fleeing Ukraine - monthly statistics](#).

internationales et de l'Union européenne, Département de soutien aux écoles et aux fondateurs d'écoles, Unité de coopération bilatérale et multilatérale) ont porté sur l'accès à la scolarisation et aux cours de langue, la reconnaissance des qualifications académiques, la participation des jeunes et le soutien aux groupes vulnérables.

De plus, la délégation de la DMR a eu des réunions constructives avec des représentants du Défenseur public des droits (Médiateur/Ombudsman), de la Déléguée du gouvernement pour les droits humains, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en Tchéquie, ainsi qu'avec les OSC suivantes actives dans le domaine de la migration et de l'asile : Association pour l'intégration et la migration (SIMI), Caritas République tchèque, Organisation pour l'aide aux réfugiés (OPU) et Romodrom.

En outre, la délégation de la DMR a eu l'occasion de visiter le Centre de consultation et de communauté ukrainien (CCCU), ouvert le 2 mars 2026 à Prague³, et de rencontrer la Directrice du Centre et un représentant du programme humanitaire tchèque MEDEVAC. Le CCCU apporte un soutien pratique aux personnes déplacées d'Ukraine, en présentiel et à distance, et promeut l'organisation d'événements culturels impliquant la diaspora ukrainienne, déjà présente en Tchéquie avant la guerre.⁴ Le Centre est financé par le ministère de l'Intérieur dans le cadre de l'action « Ukraine : Consultation et assistance pour la résilience et l'autonomisation (U-CARE) », visant à renforcer la coopération avec les institutions étatiques ukrainiennes, en particulier les services consulaires, et la société civile, pour assurer la mobilité internationale et le bien-être de la population déplacée en Tchéquie ainsi que pour les soutenir en cas de retour. L'action est mise en œuvre en coopération avec l'ICMPD (partenaire d'exécution) en deux phases : septembre 2025 - décembre 2026 et janvier 2027 - août 2027.

Le CCCU à Prague compte six employés, soutenus par deux autres à Vienne et un en Géorgie, traitant environ 400 demandes chaque mois. Les demandes proviennent d'Ukrainiens à Prague, mais aussi d'autres régions de Tchéquie, confrontés à des difficultés pratiques résultant de leur déplacement forcé. La forme unique de service fournie repose sur la coopération étroite avec les autorités ukrainiennes, mais aussi sur la présence et le soutien de la diaspora ukrainienne. Les demandes reçues par le CCCU vont des questions d'inscription scolaire, de l'assistance aux démarches juridiques et administratives, de la préparation de documents officiels et des problèmes du logement à l'enregistrement des biens immobiliers en Ukraine. Un accent particulier est mis sur l'offre d'éducation qui comprend la langue, l'histoire et la littérature ukrainiennes, soit en parallèle avec le système scolaire tchèque, soit en ligne, afin de maintenir le lien avec le pays d'origine et de faciliter un éventuel retour et la réintégration des enfants.

La valeur ajoutée du Centre réside dans son approche directe et efficace : les Ukrainiens déplacés peuvent surmonter les obstacles bureaucratiques, accéder à certaines informations ou contacter leurs autorités nationales dans leur langue maternelle avec le soutien de personnes ayant des expériences similaires. La diaspora ukrainienne a joué un rôle essentiel

³ À la suite de la [Recommandation du Conseil relative à une approche coordonnée de la sortie progressive du régime de protection temporaire dont bénéficient les personnes déplacées en provenance d'Ukraine](#), Bruxelles, le 8 septembre 2025, 12015/25, Dossier interinstitutionnel : 2025/0651(NLE), qui inclut le concept de « Unity Hubs » (préambule et partie D, paragraphe 7) comme point d'information pour les Ukrainiens à l'étranger, financés par le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI), le CCCU à Prague est le premier « Unity Hub » créé. Plus d'informations sur le CCCU à Prague, [ici](#) et en Allemagne, en Pologne et en Suède [ici](#).

⁴ Selon l'Office tchèque des statistiques, au [31 décembre 2021](#), le nombre d'Ukrainiens titulaires d'un titre de séjour ou de la citoyenneté en République tchèque était de 196 875. En un an ([31 décembre 2022](#)) après le début de la guerre en février 2022, ce nombre a culminé à 636 282. Voir aussi, Seidlová Markéta, « La naissance d'un pays d'immigration : le cas de la République tchèque », *Demografie*, 60(4), (2018), 348, aux pp. 351, 354.

dans l'identification du besoin de soutien direct et dans l'accroissement de la visibilité et de l'accessibilité du Centre.

2. Conditions d'accueil

Activation de la protection temporaire

Depuis le début de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine en février 2022, plus de 4,33 millions de personnes ont été déplacées d'Ukraine et ont cherché refuge en Europe,⁵ dans des circonstances qui ont posé des défis significatifs aux administrations nationales. En réponse, tant les acteurs privés que les organisations de la société civile ont fait preuve d'une solidarité et d'un soutien remarquables envers la population ukrainienne. Tchéquie a accueilli le plus grand nombre de personnes déplacées par habitant pendant la mise en œuvre de la protection temporaire,⁶ la majorité étant des femmes et des enfants.⁷ Selon le ministère de l'Intérieur, on estime que depuis février 2022, plus de 700 000 personnes venant d'Ukraine sont entrées en Tchéquie, soit en transit, soit avec l'intention de demander la protection temporaire, dont plus de 200 000 enfants.⁸

À la suite de l'activation de la directive du Conseil de l'UE sur la protection temporaire⁹ en mars 2022, la République tchèque a introduit un paquet législatif connu sous le nom de *Lex Ukraine I*.¹⁰ Cette législation a établi le cadre juridique et administratif pour l'accueil, l'enregistrement et la fourniture d'une assistance aux personnes déplacées d'Ukraine et a été mise à jour en fonction des évolutions en matière de migration forcée et d'intégration, la dernière mise à jour législative étant *Lex Ukraine VII*.¹¹

Bien que les autorités tchèques aient élaboré un plan d'urgence pour une éventuelle arrivée de personnes d'Ukraine à la suite des événements de 2014, l'ampleur des déplacements en février 2022 a dépassé toutes les attentes. Dans les premières semaines de la guerre, environ 250 000 personnes déplacées d'Ukraine sont arrivées en Tchéquie, rendant nécessaire un changement d'approche dans la gestion des migrations afin de faciliter une assistance à grande échelle et rapide.¹²

Accès à la protection temporaire

Cette situation a constitué un défi majeur pour l'administration tchèque, qui a néanmoins réagi rapidement et de manière exhaustive, avec l'appui précieux de la société civile. Très tôt, les autorités nationales compétentes ont activé un guichet unique pour l'enregistrement des personnes déplacées : les Centres régionaux d'aide et d'assistance à l'Ukraine (KACPU) ont été créés dans les 14 régions tchèques et afin d'assurer l'enregistrement et de fournir les

⁵ Eurostat (voir note 2).

⁶ Ibid.

⁷ OIM, *World Migration Report 2026*, p. 60 et OCDE, *Perspectives des migrations internationales 2025*, Éditions OCDE, Paris, 2025 - *Tchéquie*, p.54.

⁸ UNICEF, *Refugee response in Czechia 2022-2025*, p.2.

⁹ Directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil, JO L 212, 7.8.2001, *Décision d'exécution (UE) 2022/382 du Conseil du 4 mars 2022 constatant l'existence d'un afflux massif de personnes déplacées en provenance d'Ukraine, au sens de l'article 5 de la directive 2001/55/CE, et ayant pour effet d'introduire une protection temporaire*, JO L 71/1, 4.3.2022 et *Décision d'exécution (UE) 2025/1460 du Conseil du 15 juillet 2025 prolongeant la protection temporaire introduite par la Décision d'exécution (UE) 2022/382*, JO L, 24.7.2025.

¹⁰ *Lex Ukraine I* - Loi n° 65/2022 Coll., 17.3.2022.

¹¹ Elle inclut également des dispositions concernant la reconnaissance des documents afin d'accéder à tous les services en Tchéquie, y compris l'inscription scolaire pour les enfants.

¹² Ženková Rudinová Kateřina et Vomlela Lukáš, « Politique migratoire et d'intégration tchèque avant et après la guerre en Ukraine » *Eastern Journal of European Studies*, (Numéro spécial) 15 (2024), p. 89, p.98.

informations et les services nécessaires.¹³ Les priorités les plus urgentes identifiées étaient l'accès au marché du travail, à l'éducation, aux soins de santé et au logement social.¹⁴

Une pratique particulièrement positive a été la mise en place d'un organe de coordination central, un « mécanisme souple », composé de représentants ministériels et municipaux, d'OSC et de communautés locales. Cet organe traitait les questions interinstitutionnelles relatives à la protection temporaire, avec un accent particulier sur l'intégration.

La République Tchèque étant un pays enclavé sans frontière directe avec l'Ukraine, un grand nombre d'Ukrainiens sont arrivés par trains directs depuis la Pologne et la République slovaque.¹⁵ Avant l'activation de la protection temporaire, un « visa spécial de séjour toléré » était délivré aux Ukrainiens déplacés arrivant en Tchéquie, leur permettant de rester dans le pays mais sans les droits et avantages des demandeurs d'asile ou des réfugiés. Ce dispositif a permis l'enregistrement immédiat des personnes déplacées sans surcharger le système d'asile, les bénéficiaires de ce visa accédant automatiquement au statut de protection temporaire dès son activation.¹⁶ Pour la même raison, la Tchéquie a suspendu l'accès à l'asile pour les bénéficiaires de la protection temporaire.¹⁷

Conformément à la décision d'exécution du Conseil qui active la directive sur la protection temporaire, *Lex Ukraine I* définit les catégories de personnes déplacées de force pouvant bénéficier de la protection temporaire, leur accordant un accès complet au marché du travail, aux soins de santé, à l'éducation, aux activités d'intégration (notamment les cours de langue) et à diverses formes de soutien, comme une aide financière humanitaire¹⁸ et une aide au chômage.¹⁹ En outre, en vertu de l'article 5, paragraphe 1 (c), si un demandeur a déjà introduit une demande ou s'est vu accorder la protection temporaire dans un autre État membre de l'UE, sa demande en République tchèque est considérée comme irrecevable.

Cette disposition relative à l'irrecevabilité a touché un certain nombre de demandeurs de protection temporaire. Selon les informations fournies par le Médiateur (Ombudsman), environ 350 affaires ont été portées devant les tribunaux administratifs régionaux, lesquels l'ont déclarée incompatible avec l'article 8, paragraphe 1 de la Directive sur la protection temporaire. En novembre 2023, la Cour administrative suprême a saisi²⁰ une question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) sur ce point²¹. Dans son arrêt de 2025, la CJUE a confirmé l'incompatibilité de cette disposition avec le droit de l'UE, estimant que les demandeurs peuvent choisir l'État membre dans lequel ils bénéficieront de

¹³ REM Fiches d'information sur les pays 2022 : République Tchèque – Principaux développements en matière de migration et de protection internationale, y compris dernières statistiques, août 2023, pp. 2-3. Le Centre national d'aide et d'assistance à l'Ukraine, incluant des représentants de la Direction générale des services de secours incendie, de la Police des étrangers et du ministère de l'Intérieur, gère les KACPU. À présent, les KACPU n'offrent plus que des services d'enregistrement.

¹⁴ Agence des droits de l'Union européenne, *National legislation implementing the EU Temporary Protection Directive in selected EU Member States (mise à jour d'octobre 2022)*.

¹⁵ REM Fiches d'information sur les pays 2022 : République Tchèque (voir note 13), p. 3.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Division des migrations et des réfugiés du Conseil de l'Europe, Document thématique, *Garantir une fin du statut de réfugié conforme aux droits humains par l'intégration, la naturalisation ou le rapatriement volontaire*, 2026, p. 39.

¹⁸ Aujourd'hui, seuls 1/4 des bénéficiaires de la protection temporaire perçoivent des prestations humanitaires.

¹⁹ REM Fiches d'information sur les pays 2022 : République Tchèque (voir note 13), p. 2. Personnes éligibles à la protection temporaire : i) ressortissants ukrainiens résidant en Ukraine avant le 24 février 2022 ; ii) ressortissants ukrainiens entrés légalement en Tchéquie sans visa ou avec un visa de court séjour avant le 24 février 2022 et y résidant encore légalement ; iii) ressortissants de pays tiers non ukrainiens et apatrides bénéficiant d'une protection internationale en Ukraine avant le 24 février 2022 ; iv) membres de la famille des catégories susmentionnées ; v) ressortissants de pays tiers non ukrainiens séjournant légalement (par ex. avec visa) en Ukraine avant le 24 février 2022 et pouvant prouver que leur retour dans leur pays d'origine est impossible en raison d'une menace de danger imminent.

²⁰ *Affaire C-753/23, Krasiliva*, arrêt du 27 février 2025.

²¹ Le Médiateur (Ombudsman), *Rapport d'enquête sur l'irrecevabilité des demandes de protection temporaire*, réf. n° 585/2025/VOP/VVO, dossier n° KVOP-14354/2025, pp. 1-3 (disponible uniquement en tchèque).

la protection temporaire, mais qu'ils ne peuvent pas bénéficier des droits liés à la protection temporaire dans plus d'un État membre. Pour cette raison, les autorités tchèques peuvent vérifier si une demande a été déposée dans un autre État membre, mais elles ne peuvent pas la rejeter pour ce motif²². Malgré la jurisprudence rendue à ce sujet²³, il semblerait qu'une pratique nationale inchangée ait perduré pendant un certain temps²⁴. En conséquence, les demandeurs déboutés se voyaient accorder un « visa de séjour toléré spécial », qui leur permettait de rester dans le pays sans pouvoir jouir pleinement des droits découlant de la protection temporaire. Selon les informations fournies par le ministère de l'Intérieur, cette situation a changé à la suite de l'arrêt *Krasiliva*, et les demandeurs de protection temporaire dans d'autres États membres de l'UE ont désormais droit au statut de protection temporaire en République tchèque.

Disponibilité de l'aide juridique

Bien que le droit tchèque ne garantisse pas un droit à l'aide juridique gratuite pour les personnes dans le besoin, les bénéficiaires de la protection temporaire ont accès à des conseils juridiques dans le cadre des services d'intégration fournis dans les Centres d'appui à l'intégration des étrangers (CSIF).²⁵

3. Mesures d'intégration pour les Ukrainiens déplacés par la guerre

Les Centres d'appui à l'intégration des étrangers (CSIF)

Un réseau de 18 Centres d'appui à l'intégration des étrangers (CSIF) a été établi dans toutes les régions de la République tchèque depuis 2009, offrant des services d'intégration à tous les non-nationaux résidant légalement, y compris les bénéficiaires de la protection internationale. Sur ces 18 Centres, 14 CSIF dans dix régions relèvent de la compétence de l'Administration des structures pour réfugiés du ministère de l'Intérieur, tandis que quatre sont gérés par des OSC.²⁶

En 2022, ces centres ont été élargis pour inclure les bénéficiaires de la protection temporaire, fournissant une gamme de services comprenant l'enseignement linguistique, des sessions d'orientation socioculturelle et une assistance d'interprétation. Grâce à leur vaste réseau de bureaux régionaux et de points de contact à travers le pays, les CSIF ont joué un rôle pivot dans la facilitation du logement des bénéficiaires de la protection temporaire, contribuant à la planification communautaire des services sociaux et soutenant le fonctionnement de plateformes d'experts conçues pour aider la population déplacée.²⁷

Bien que, dans ce contexte, la demande de médiateurs/assistants interculturels soit importante, leur présence dans les CSIF est limitée car, selon le ministère de l'Intérieur, peu d'employés parlent l'ukrainien et peuvent fournir des informations spécifiques sur le système administratif tchèque. Dans certains cas, cela peut même retarder l'intégration, la priorité étant donnée à l'apprentissage de la langue tchèque avant le traitement de questions administratives plus spécifiques.

Les fonds destinés à ces activités d'intégration proviennent principalement du FAMI (Fonds Asile, Migration et Intégration) et de subventions nationales, puisqu'ils font partie de la politique nationale d'intégration des immigrés depuis 2000, avec la participation notamment

²² Ibid, pp.4-5.

²³ Arrêts de la Cour administrative suprême datés du 3 avril 2025, numéros d'affaires 1 Azs 336/2024-42 et 1 Azs 174/2024-42 (publiés dans le Recueil des arrêts de la Cour administrative suprême sous le numéro 4682/2025).

²⁴ Le Médiateur (Ombudsman), Avis final avec mesures correctives proposées concernant l'inadmissibilité des demandes de protection temporaire, réf. n° 585/2025/VOP/VVO, dossier n° KVOP-37401/2025, Public (disponible uniquement en tchèque).

²⁵ Centres pour le soutien à l'intégration des étrangers - Rapport d'activité 2024, p. 5.

²⁶ Ibid, p.4

²⁷ Ibid.

des ministères, des OSC et du ministère de l'Intérieur, ce dernier jouant un rôle de coordination.²⁸

Par ailleurs, des politiques d'intégration adaptées ont été élaborées pour les personnes déplacées d'Ukraine, telles que décrites dans la Stratégie d'adaptation et d'intégration des réfugiés d'Ukraine,²⁹ et dans le Plan de réponse aux réfugiés pour 2025.³⁰ Ces outils politiques mettent l'accent sur l'inclusivité, l'intégration socio-économique (notamment pour les femmes avec enfants), la disponibilité de cours de langue, la transition vers un logement ordinaire et l'accès aux soins de santé et à l'éducation.³¹ En ce sens, il est manifeste que l'objectif général des autorités est de s'éloigner des réponses d'urgence pour privilégier des solutions plus stables et de long terme.

Accès à l'éducation

Le taux d'intégration des enfants déplacés d'Ukraine dans le système scolaire tchèque est remarquablement élevé, dépassant 90 %.³² En septembre 2025, environ 55 000 enfants d'âge scolaire venus d'Ukraine étaient inscrits dans les écoles tchèques, bien que leur répartition régionale varie.³³ Certains enfants continuent de suivre en ligne les cours des écoles ukrainiennes, ce qui conduit souvent à une surcharge de travail scolaire.³⁴

Après l'enregistrement pour la protection temporaire, les parents ou tuteurs doivent inscrire les enfants âgés de 5 à 15 ans dans des écoles tchèques dans un délai de 90 jours. En réponse à la situation d'urgence en 2022, des dérogations spécifiques ont été introduites dans *Lex Ukraine I*, permettant des modifications aux procédures d'inscription standard, telles que l'acceptation d'une documentation incomplète ou des dates d'inscription alternatives. Néanmoins, de nombreux bénéficiaires de la protection temporaire ont rencontré des difficultés pour trouver une place à l'école en Tchéquie, en particulier en raison de capacités limitées. Bien que ce problème persiste encore dans certaines régions, la capacité totale des écoles a augmenté, et les enfants en âge scolaire sont inscrits dans les écoles de leur secteur de résidence (principe de secteur). En outre, des groupes d'adaptation ont été créés pour les enfants de tous âges, offrant des cours de langue, une préparation à l'école et d'autres activités, servant d'outil de transition pour les enfants déplacés d'Ukraine avant leur entrée à l'école ordinaire.

La reconnaissance des qualifications éducatives étrangères (« nostrification ») est obligatoire pour les titres obtenus hors UE. Dans ce processus, les diplômes de l'enseignement supérieur sont reconnus par les universités publiques, tandis que les diplômes de l'enseignement primaire, secondaire et de la formation professionnelle sont reconnus par les autorités régionales. Il est à noter que les diplômes universitaires ukrainiens délivrés entre 1972 et 2000 sont reconnus automatiquement sur la base d'un protocole international, rendant superflue une procédure de reconnaissance distincte.³⁵

²⁸ Réponse de la République tchèque à la Question ad hoc 2025 du Réseau européen des migrations (REM) [ad-hoc Query](#) sur l'implication des TCN nouvellement arrivés dans la société d'accueil en lien avec leur intégration (demande du REM NCP France), 2025.38 FR AHQ, octobre 2025, pp. 37-40. 2025

²⁹ Ženková Rudincová et Vomlela (voir note 12), pp. 101-102.

³⁰ [Communiqué de presse](#), Ministère des Affaires étrangères, 'Le plan d'accueil des réfugiés 2025 en Tchéquie a été présenté au siège du ministère des Affaires étrangères', 4.2.2025.

³¹ HCR, [Country Chapter: Czech Republic, Ukraine Situation Regional Refugee Response Plan](#), 2024, p. 3.

³² HCR, [Protection Brief- Czechia, The situation of vulnerable refugees from Ukraine](#), juin 2025, p.6.

³³ Selon des données fournies par le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, 6 047 enfants étaient inscrits en maternelle, 39 555 à l'école primaire et 9 381 au secondaire en Tchéquie, ces chiffres demeurant stables.

³⁴ Missing Children Europe, [Reclaiming our voice: Ukrainian Youth, Navigating Forced Displacement in Czechia, Hungary and Poland](#), 2026, p. 43.

³⁵ Protocole d'égalité des documents d'éducation, des titres académiques et diplômes, délivrés ou conférés en République socialiste tchécoslovaque et en Union des républiques socialistes soviétiques, signé le 6 juin 1972, publié en langue tchèque sous le n° 123/1973 Sb.

La formation linguistique a été jugée prioritaire pour la participation au système éducatif national ; c'est pourquoi des cours de tchèque sont largement proposés à des rythmes différents dans les écoles. Plus particulièrement, en maternelle (enseignement préscolaire obligatoire), une heure est offerte par semaine ; dans les écoles primaires, max. 400 heures sur 20 mois (deux années scolaires) ; et dans les écoles secondaires, max. 400 heures sur 36 mois. Des cours gratuits sont également disponibles pour les jeunes et les adultes, y compris des formations spécialisées (par ex. pour les professionnels de santé).

Au cours de la mission, la délégation a été informée de problèmes relevés concernant la fréquentation du secondaire,³⁶ puisqu'un examen d'entrée en langue tchèque est officiellement requis, et que de nombreux élèves sont davantage intéressés par l'entrée sur le marché du travail. Selon le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, cette exigence a récemment évolué, puisqu'il est désormais possible de remplacer le test de langue tchèque par un entretien afin d'évaluer les connaissances de base requises pour étudier dans un établissement scolaire spécifique. Par ailleurs, selon le ministère du Travail et des Affaires sociales, l'effort d'inscrire davantage d'enfants dans l'enseignement secondaire a également été encouragé par d'autres actions, telles que la mise en place d'équipes de soutien par le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, l'aide scolaire, les groupes de soutien par les pairs, etc. En conséquence, 40 % des enfants ukrainiens déplacés qui terminent l'école primaire s'inscrivent ensuite au secondaire. De plus, dans le cadre de la [Stratégie nationale pour la jeunesse 2025-2030](#), une Plateforme spéciale pour la communauté des jeunes ukrainiens (15-25 ans) a été mise en place, un espace de dialogue ouvert sur des sujets importants et de présentation de projets mis en œuvre dans les communautés des jeunes, en langue tchèque, tandis que l'UNICEF a soutenu la transition de nombreux jeunes vers l'emploi via le programme CESTY.³⁷

Malgré les efforts visant à réduire la ségrégation dans les écoles, selon le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, 37 classes demeurent ségréguées. Pour combattre ce phénomène, un groupe d'experts et de psychologues a été mandaté ; ces experts ont constitué des unités mobiles se rendant dans les écoles pour lutter contre la discrimination et soutenir l'inclusion. En outre, depuis 2025, les écoles comptant 180 élèves ou plus et une forte proportion d'élèves étrangers bénéficient d'un soutien financier ciblé pour les activités d'adaptation et d'intégration, tandis qu'une équipe mobile, qui peut inclure, selon les informations rapportées, des psychologues ukrainiens, offre des conseils aux directeurs d'établissement afin d'élaborer des plans d'intégration.

Accès au marché du travail

En janvier 2026, le taux d'intégration des bénéficiaires ukrainiens de la protection temporaire sur le marché du travail tchèque a atteint 66 %, soit presque le double du taux de 2022 (35 %).³⁸ Selon l'OCDE, les réfugiés ukrainiens ont contribué à combler les déficits de main-d'œuvre en Tchéquie, d'autant qu'environ les trois quarts de la population déplacée sont en âge de travailler, leur impact étant particulièrement visible dans les secteurs impliquant des emplois moins qualifiés.³⁹ Il est révélateur que les femmes réfugiées ont travaillé dans les services administratifs et de soutien, l'industrie manufacturière, le logement et la restauration,

³⁶ Missing Children Europe (voir note 34), p.42.

³⁷ Lancé par l'UNICEF, le programme CESTY offre aux jeunes ukrainiens en Tchéquie des opportunités d'accès à l'éducation, de développement de compétences et de transition vers un premier emploi de qualité. En partenariat avec le ministère du Travail et des Affaires sociales, le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports et le ministère de l'Intérieur, CESTY a réuni toutes les parties prenantes concernées, y compris le gouvernement, les OSC, les entreprises privées, les ambassades, le monde académique et les jeunes eux-mêmes, afin d'aider les jeunes réfugiés à rester sur la voie de la poursuite des études, du renforcement des compétences et de la transition vers l'emploi – UNICEF (voir note 8), p. 21.

³⁸ HCR, [Labour market integration of Ukrainian refugees in Europe: employment gaps, skill mismatches, and economic gains](#), janvier 2026, p. 4 et OCDE (voir note 7), pp. 63-64.

³⁹ OCDE, [Études économiques de l'OCDE : Tchéquie 2025](#), volume 2025/4, Éditions OCDE, Paris, mars 2025, p.17.

le transport et le commerce, tandis que les hommes réfugiés ont été principalement employés dans l'industrie manufacturière et la construction.⁴⁰ En outre, les réfugiés ukrainiens ont versé 8,2 milliards de CZK d'impôts et prélèvements au seul troisième trimestre 2025.⁴¹

La maîtrise de la langue tchèque est un facteur clé pour obtenir un emploi, avec un taux d'emploi supérieur de 21 % chez ceux qui parlent tchèque par rapport à ceux qui ne la parlent pas. Cependant, les bénéficiaires ukrainiens de la protection temporaire travaillent souvent à des postes inférieurs à leurs qualifications ou à leur expérience professionnelle et parfois sans contrat écrit.⁴² Au cours de la mission, les interlocuteurs ont noté que la procédure nationale de reconnaissance des qualifications professionnelles est exigeante sur le plan administratif et longue, en particulier pour les professions réglementées.

De plus, de nombreux interlocuteurs pendant la mission ont signalé des pratiques d'exploitation par des intermédiaires, des agences de recrutement semi-illégales (parfois dirigées par des Ukrainiens) ou des agences de travail. Cela tient en partie au manque d'informations, à la dépendance vis-à-vis d'un logement lié à l'emploi et à la défiance envers le système officiel. La nature temporaire du statut de protection, qui n'accorde des droits de résidence et de travail que pour un an, bien qu'il soit renouvelable pendant toute la durée de la protection temporaire, compromet davantage la sécurité de l'emploi et de la vie.⁴³

À titre indicatif, en 2025, l'Inspection du travail a reçu 280 plaintes déposées par des Ukrainiens, principalement pour des questions de salaires impayés, de conditions de travail et d'absence de contrat/accord de travail. Bien qu'il existe sept inspections régionales chargées du suivi de ces plaintes, la procédure peut prendre jusqu'à deux ans et leurs compétences sont actuellement limitées. En réponse, un projet de loi sur la lutte contre la traite aux fins d'exploitation par le travail a été soumis au Parlement, prévoyant, entre autres, la responsabilité des donneurs d'ordre et sous-traitants, le contrôle des agences d'emploi, des titres de séjour spéciaux pour les victimes d'exploitation par le travail, un mécanisme de recouvrement des salaires perdus et un renforcement des capacités d'inspection du travail.

Accès au logement

Depuis la mise en œuvre de la protection temporaire en Tchéquie, les autorités nationales ont fourni un logement humanitaire financé par l'État à tous les nouveaux arrivants d'Ukraine car la manque de logement accroissant la vulnérabilité.⁴⁴ Compte tenu de l'existence d'une importante diaspora ukrainienne dans le pays avant le début de la guerre, les bénéficiaires de la protection temporaire pouvaient organiser eux-mêmes leur logement ou se voir proposer un logement privé gratuit, grâce à une subvention financière. L'État a aussi initialement mis en place des abris d'urgence et les régions se sont assurées que des logements gratuits étaient disponibles dans des hôtels, auberges, etc.⁴⁵

À mesure que la situation d'urgence s'est atténuée, l'octroi d'un logement humanitaire par l'État a été limité à 90 jours, sans exception pour les personnes vulnérables.⁴⁶ Selon le ministère du Travail et des Affaires sociales, à ce jour 250 bénéficiaires de la protection

⁴⁰ Postepska Agnieszka et Voloshyna Anastasiia, *The Effect of Ukrainian Refugees on the Local Labour Markets: The Case of Czechia*, Institut de l'économie du travail (IZA) [document de réflexion No. 16965](#), avril 2024, p. 8 et voir aussi [ici](#).

⁴¹ [Annonce](#), Ministère du Travail et des Affaires sociales, 2025 (disponible uniquement en tchèque).

⁴² OIM, Global Data Institute, *Displacement Tracking Matrix, Czechia: Socio-economic situation of the refugees from Ukraine*, pp. 5, 7 and 11.

⁴³ HCR, *UNHCR Recommendations on the continued use of Temporary Protection arrangements and Guiding Principles for Transition in relation to the Ukraine Refugee Situation*, mai 2025, paragraphe 16.

⁴⁴ Article 13 de la directive sur la protection temporaire et Lex Ukraine I., II., III. et IV, 65/2022 Coll., tel que modifié ; voir aussi Division des migrations et des réfugiés du Conseil de l'Europe, Document thématique [Vulnérabilité des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés : normes du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne](#), 2025, pp.22, 28.

⁴⁵ REM Fiches d'information sur les pays 2022 : République Tchéque (voir note 13), p. 2.

⁴⁶ Ombudsman, Rapport d'initiative propre concernant l'hébergement des bénéficiaires de la protection temporaire, réf. n° 2375/2024/VOP/VVO, dossier n° KVOP-16123/2024, p. 7 (disponible uniquement en tchèque).

temporaire occupent un logement d'urgence,⁴⁷ qui est fourni gratuitement aux nouveaux arrivants d'Ukraine pendant trois mois, tandis qu'une baisse de 30 000 demandes de logement d'urgence est enregistrée chaque année depuis 2022.

Il semblerait que l'option du logement collectif soit parfois privilégiée, en particulier parmi les groupes vulnérables, tels que les personnes âgées, car elle favorise un sentiment de communauté et d'entraide.⁴⁸ Le Médiateur (Ombudsman) a enregistré des plaintes concernant des cas de cessation de la protection temporaire pour des problèmes administratifs liés au logement. Dans certains cas, par exemple en cas de documents manquants ou incomplets concernant l'adresse des bénéficiaires de la protection temporaire, ceux-ci ont été automatiquement et sans notification enregistrés à l'adresse d'une autorité administrative, et au bout de 90 jours ils ont été considérés comme ayant quitté le pays. En conséquence, dans de tels cas, les bénéficiaires ont perdu leur statut de protection temporaire, sans aucune connaissance préalable de la situation, sans transparence ni droit de réponse.⁴⁹

4. Groupes particulièrement vulnérables

Les personnes en déplacement sont généralement confrontées à des vulnérabilités complexes et croisées, liées à l'âge, au genre, à l'état de santé, au statut migratoire et à d'autres facteurs sociaux.⁵⁰ L'identification de la vulnérabilité d'une personne peut s'avérer très difficile en pratique, notamment lorsque les besoins sous-jacents sont complexes et non visibles. Par exemple, une personne en déplacement peut être en bonne santé physique, mais incapable d'occuper un emploi à temps plein en raison du stress et de l'anxiété provoqués par le déplacement ou par le traumatisme de la guerre. C'est pourquoi il est essentiel de prendre en compte les vulnérabilités à toutes les étapes du parcours des personnes en déplacement, et de mettre en place des mécanismes et des recours efficaces et adaptés⁵¹.

Mineurs non accompagnés

Bien que les statistiques officielles ne soient pas disponibles, on estime qu'environ 800 mineurs non accompagnés (MNA) d'Ukraine sont arrivés en Tchéquie depuis 2022, dont 300 à 400 y resteraient aujourd'hui, auxquels s'ajoutent 2 000 mineurs séparés. Ils fournissent généralement toute la documentation requise attestant leur âge, de sorte qu'il n'est pas particulièrement nécessaire de procéder à une évaluation de l'âge. Néanmoins, les MNA représentent un groupe particulièrement vulnérable, exposé à un risque accru de toutes les formes d'exploitation.⁵²

L'identification des MNA a lieu parallèlement à leur enregistrement pour la protection temporaire dans les KACPU, et l'Autorité pour la protection sociale et juridique des enfants (OSPOD), en coopération avec les tribunaux et d'autres institutions, a pris en charge leur protection en leur désignant un tuteur.⁵³ Cependant, des lacunes ont été identifiées en raison d'un manque d'harmonisation entre les régions, de l'absence de processus formel pour

⁴⁷ L'hébergement d'urgence est fourni par les autorités régionales, alloué par l'Administration centrale et financé par le ministère de l'Intérieur.

⁴⁸ OIM, *Czechia- Older refugees from Ukraine: Assessing and supporting their needs*, 2024, p. 18.

⁴⁹ Rapport de l'Ombudsman (ft.46).

⁵⁰ Rapport thématique du DMR sur la vulnérabilité des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés (note 44), pp. 8-9 ; voir également [Plan d'action du Conseil de l'Europe sur la protection des personnes vulnérables dans le contexte des migrations et de l'asile en Europe \(2021-2025\)](#).

⁵¹ Ibid. particulièrement pp.45-47

⁵² Le Médiateur (Ombudsman), *Rapport d'enquête sur la question de savoir si les mineurs non accompagnés sont exposés au risque d'exploitation*, Réf. n° : 4096/2024/VOP/VVO, Dossier n° : KVOP-22753/2025, p.1 (disponible uniquement en tchèque).

⁵³ Eurochild et UNICEF, *Policy & Legal review for children in alternative care & unaccompanied and separated children from Ukraine arriving in: Czechia*, p.7.

protéger les MNA contre l'exploitation⁵⁴ et d'un guidage méthodologique insuffisant, notamment dans les cas relatifs à l'exploitation par le travail des enfants.

Une question particulièrement préoccupante est l'emploi et l'exploitation par le travail signalé des MNA âgés de 15 à 17 ans, qui viennent en Tchéquie en groupes, sans tuteur légal,⁵⁵ mais avec l'autorisation de leurs parents de vivre de façon indépendante et de travailler.⁵⁶ Selon le ministère du Travail et des Affaires sociales, 20 % des 15 ans sont employés, ce pourcentage augmentant à 30-40 % chez les 16 ans et à 70-75 % chez les 18 ans. L'enseignement secondaire en Tchéquie se termine à 19 ans.

Les discussions menées durant la mission ont souligné la nécessité d'informer rapidement les services sociaux compétents de tels cas, les MNA arrivant à des fins d'emploi n'ayant généralement pas confiance dans les autorités locales et ne connaissant pas les voies d'aide officielle, en dehors de leur propre diaspora. Cette vulnérabilité est exacerbée par une récente modification législative permettant aux mineurs de 15 à 18 ans de renouveler la protection temporaire sans la présence d'un adulte.⁵⁷

Situation des Roms ukrainiens en 2023

La situation des Roms ukrainiens arrivés en République tchèque après 2022 différerait significativement de celle d'autres groupes sociaux, souvent marquée par une discrimination directe et une vulnérabilité accrue.⁵⁸ On estime que 30 000 à 50 000 Roms ukrainiens sont entrés en Tchéquie entre 2022 et 2024, mais seulement 3 200 ont été enregistrés au titre de la protection temporaire. La plupart ont soit poursuivi leur route vers un autre pays, soit même regagné l'Ukraine. Il a également été signalé que d'autres détenaient la citoyenneté d'un autre État membre de l'UE et n'avaient donc pas droit à la protection temporaire. Ceux restés en Tchéquie n'ont pas été autorisés, au départ, à accéder aux KACPU pour s'enregistrer,⁵⁹ ni à un logement collectif. À la place, des campements ont été créés à l'extérieur des gares et loin des centres-villes ; ils ont ensuite été relogés dans des villages avec un accès limité au soutien social et à l'éducation pour les enfants, ajoutant un niveau supplémentaire de vulnérabilité à leur déplacement. La principale source de soutien pour les Roms ukrainiens provient [des OSC et des organisations internationales](#), ainsi que des équipes mobiles mises en place par le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, qui apportent une aide relative à la scolarisation et à la prévention de la ségrégation.

Soutien en santé mentale

Tous les bénéficiaires de la protection temporaire avaient initialement droit à une assurance maladie gratuite pendant 150 jours, et les personnes à risque bénéficient d'une couverture continue.⁶⁰ Néanmoins, l'accès aux soins de santé mentale est généralement limité en

⁵⁴ Rapport du Médiateur (Ombudsman) (voir note 52), pp. 11-12, 20.

⁵⁵ Missing Children Europe (voir note 34), p. 46.

⁵⁶ La Tchéquie accepte ceci sur la base d'un [Traité entre la République tchèque et l'Ukraine relatif à l'entraide judiciaire en matière civile, Kiev, 28 mai 2001](#) et de [la Convention relative à la compétence, à la loi applicable, à la reconnaissance, à l'exécution et à la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants](#), conclue le 19 octobre 1996 et entrée en vigueur le 11.6.2008 – voir UNICEF et Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, [Alternative care of refugee children in the Czech Republic: situation analysis and recommendations](#), p. 23.

⁵⁷ Rapport de l'Ombudsman (voir note. 52), p.11.

⁵⁸ Voir en ce sens, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, *Rapport à la suite de sa visite en République tchèque du 20 au 24 février 2023*, CommHR (2023) 26, 5 septembre 2023, chapitre 2, p. 23 et s.

⁵⁹ Un nombre limité de Roms ukrainiens se sont vu refuser la protection temporaire au motif [d'une double citoyenneté](#), faute de documents officiels ; la situation a finalement été résolue.

⁶⁰ REM Fiches d'information sur les pays 2022 : République Tchéquie (voir note 13), p. 2. À l'heure actuelle, les bénéficiaires de la protection temporaire ont droit à une assurance maladie gratuite pendant 90 jours.

Tchéquie en raison d'un manque de psychologues et de psychiatres qualifiés,⁶¹ faisant de la santé mentale [une priorité gouvernementale](#), via des réformes et des financements.⁶²

La santé mentale des enfants et des jeunes est actuellement au centre de l'élaboration des politiques nationales. Cela est particulièrement important dans le contexte du traumatisme de la guerre et du déplacement, qui affecte négativement la qualité de vie, l'intégration et la participation scolaire.⁶³ Bien que de nombreux psychologues ukrainiens n'aient pas réussi à faire reconnaître leurs qualifications, ils offrent des consultations en ukrainien, contribuant à dépasser les barrières linguistiques en matière de soins de santé mentale. Des lignes d'assistance et des applications mobiles sont également disponibles pour fournir un soutien psychologique en ukrainien.⁶⁴

L'Institut national de la santé mentale, en coopération avec l'UNICEF et l'OMS, a lancé un programme visant à améliorer la santé mentale et le bien-être psychosocial des élèves des écoles primaires tchèques et à donner aux enseignants les moyens de les aider grâce à des formations et d'autres supports.⁶⁵ En outre, avec le soutien financier du ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, des psychologues scolaires, des enseignants spécialisés et des travailleurs sociaux doivent être placés de façon permanente dans les écoles primaires.

Des inquiétudes ont été exprimées quant à une augmentation de la violence en Tchéquie, notamment au sein des familles ukrainiennes déplacées, où un stress important lié au déplacement est signalé. Les femmes sont souvent victimes de ces comportements violents, parfois de la part de membres de leur propre famille, en particulier d'adolescents sous pression psychologique et en dehors de tout système scolaire, qui pourrait offrir un certain soutien social. Des centres d'intervention ont été mis en place dans chaque région, gérés par les municipalités locales dans le cadre du système social tchèque, et le nombre de femmes ukrainiennes sollicitant de l'aide est en hausse, bien que la langue demeure un obstacle. Parallèlement, il y aurait une pénurie de psychologues et un nombre limité de places dans les foyers pour femmes victimes de violences.

5. Transition vers d'autres statuts juridiques

Lex Ukraine VII – Titre de séjour spécial de longue durée

La fin du dispositif de protection temporaire étant prévue pour le 4 mars 2027,⁶⁶ l'UE et ses États membres prennent des dispositions pour la population ukrainienne déplacée qu'ils accueillent. Le Conseil de l'Union européenne a émis en septembre 2025 une Recommandation⁶⁷ sur une approche coordonnée de la transition hors de la protection temporaire pour les personnes déplacées d'Ukraine. La Recommandation fournit des orientations aux États membres de l'UE concernant des mesures visant à : promouvoir la transition vers d'autres statuts juridiques avant la fin de la protection temporaire ; préparer le terrain pour une réintégration fluide et durable en Ukraine ; assurer la fourniture d'informations aux personnes déplacées ; assurer la coordination, le suivi et l'échange d'informations entre

⁶¹ OCDE, Observatoire européen des systèmes et des politiques de santé, et Commission européenne, [Situation sanitaire dans l'UE : Tchéquie - Profil sanitaire du pays](#), 2023, p.21.

⁶² Par exemple, ministère de la Santé, [National Mental Health Action Plan 2020-30](#), Prague, 2020.

⁶³ Missing Children Europe (ft. 34), p. 50.

⁶⁴ [HCR](#) – Où chercher de l'aide / Soutenir vos sentiments et vos inquiétudes.

⁶⁵ Partenariat de l'Institut national de la santé mentale et de l'UNICEF – [communiqué de presse](#).

⁶⁶ Décision d'exécution (UE) 2025/1460 du Conseil du 15 juillet 2025 prolongeant la protection temporaire introduite par la Décision d'exécution (UE) 2022/382, JO L, 24.7.2025; voir aussi le document thématique de la DMR sur la fin de la condition de réfugié (voir note 17), p. 35.

⁶⁷ [Recommandation du Conseil](#) relative à une approche coordonnée de la transition hors de la protection temporaire pour les personnes déplacées d'Ukraine, Bruxelles, le 8 septembre 2025, 12015/25, Dossier interinstitutionnel : 2025/0651(NLE), partie A « Mesures visant à promouvoir et à faciliter le passage à d'autres statuts juridiques avant même la fin de la protection temporaire », p. 15.

les États membres et avec les autorités ukrainiennes. La condition d'un séjour ininterrompu d'un mois deux ans sur le territoire de la République tchèque est également très important.

Le 11 février 2025, la Tchéquie est devenue l'un des premiers États membres de l'UE à introduire une législation, *Lex Ukraine VII*, visant à fournir un statut juridique transitoire entre la protection temporaire et [un titre spécial de séjour de longue durée](#). Les bénéficiaires de la protection temporaire peuvent demander ce titre sous des conditions centrées principalement sur leur indépendance économique (revenu annuel, absence de prestations humanitaires, logement assuré), pour un titre de séjour de cinq ans avec possibilité de demander ultérieurement la résidence permanente à l'avenir.

Au cours de deux phases de dépôt de demandes, environ 82 000 bénéficiaires de la protection temporaire ont sollicité ce nouveau type de titre de séjour, et 16 000 ont été confirmés comme éligibles depuis septembre 2025.⁶⁸ La procédure de demande, gérée par le ministère de l'Intérieur, est entièrement numérisée et, bien qu'il n'y ait pas d'évaluation individuelle des demandes, elle permet un traitement plus efficient dans le temps et l'interconnexion des bases de données, dans un système aux capacités limitées.

Néanmoins, il a été reconnu que cette option de titre de séjour « n'est pas une solution pour tout le monde », car elle s'applique particulièrement aux demandeurs financièrement solides. Son objectif est d'éviter la surcharge du système national d'immigration, en gardant à l'esprit la possibilité d'une solution commune à l'échelle de l'UE après la fin de la protection temporaire, en étroite concertation également avec le gouvernement ukrainien.

Dans ce contexte, des préoccupations ont été exprimées quant à la nécessité, pour la population ukrainienne déplacée en Tchéquie, de connaître son futur statut de résidence ; une telle incertitude affecte négativement tous les aspects de la vie, y compris le logement, l'éducation des enfants, l'emploi, l'inclusion sociale et l'intégration. De plus, les groupes particulièrement vulnérables, notamment ceux qui dépendent principalement des prestations sociales, sont de fait exclus de cette option de titre de séjour, accroissant encore leur vulnérabilité. Enfin, bien que la numérisation de la procédure soit positive, des interlocuteurs lors de la mission ont exprimé des réserves concernant la transparence, liée à l'absence de voie de recours contre les décisions rejetant les demandeurs.

Autres options pour rester en Tchéquie ou retourner en Ukraine

On estime que plus de la moitié (51 % – 187 268) des bénéficiaires de la protection temporaire venus d'Ukraine sont susceptibles de rester en Tchéquie même après la fin de la protection temporaire.⁶⁹ En fonction de leurs besoins, les familles avec enfants inscrits dans le système éducatif tchèque sont plus susceptibles de demander des titres de séjour liés au travail afin d'assurer leur séjour de long terme dans le pays.⁷⁰

Cela ne semble pas être une option pour les groupes particulièrement vulnérables, notamment les personnes âgées, les adultes seuls assurant la charge de famille et les réfugiés des zones de première ligne en Ukraine. Leur option la plus probable serait de demander la protection internationale, une procédure susceptible d'être chronophage et administrativement lourde.⁷¹ De telles circonstances pourraient conduire à des séparations familiales, notamment lorsque les membres âgés sont plus susceptibles de retourner en Ukraine, pays qui n'est toujours pas considéré comme sûr, et dont les plus jeunes se sentent déconnectés.⁷²

⁶⁸ Commission européenne, Migration et Affaires intérieures, article d'actualité, novembre 2025, disponible [ici](#).

⁶⁹ HCR, [Transitioning from temporary protection: projected stay, legal pathways, and policy options for refugees from Ukraine](#), mai 2026, p.4.

⁷⁰ Ibid, pp. 5-6.

⁷¹ Ibid p. 7.

⁷² Voir aussi HCR (voir note 69) et EUAA, [Ad hoc Report: Situation in Ukraine and Displacement to the EU+: Trends, Drivers and Future Prospects](#), septembre 2025.

Les autorités tchèques, conformément à la Recommandation du Conseil de l'UE de 2025,⁷³ ont mis en place un programme de retours à petite échelle, principalement pour des raisons humanitaires, avec le soutien du CCCU, mais il n'existe pas de dispositif de visites « go and see »⁷⁴ car il ne semble pas y avoir, à ce stade, d'intérêt significatif pour le retour en Ukraine ni de demande en ce sens des autorités ukrainiennes.

Conclusion

Quatre ans après le début de la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine et alors que le cadre de protection temporaire à l'échelle de l'UE semble approcher de son terme, la réponse de la Tchéquie aux besoins des Ukrainiens déplacés par la guerre peut être qualifiée de rapide, adéquate et multiforme. Confrontés à de nombreux défis sans précédent, les systèmes de soutien gouvernementaux et de la société civile ont facilité un accueil fluide et une intégration efficace des personnes déplacées, en répondant à des besoins sociaux et économiques complexes. Les communautés ukrainiennes, déjà présentes dans le pays avant 2022, ont apporté une contribution significative à cet effort, offrant un environnement familier et protecteur aux personnes déplacées par la guerre, en coopération avec les autorités nationales et ukrainiennes, maintenant le lien avec le pays d'origine vers lequel certains envisagent de retourner après la fin des hostilités.

Il a été particulièrement notable et positif d'observer, au cours de la mission, que de nombreux jeunes Ukrainiens ont été employés dans les services publics, apportant leur expérience directe, principalement sur les questions d'intégration, puisqu'ils possèdent une solide connaissance de la situation et des défis actuels tant en Tchéquie qu'en Ukraine. Ils peuvent aussi aider à identifier les lacunes existantes ou les améliorations possibles des procédures. Néanmoins, il demeure un besoin essentiel de solutions à long terme qui garantissent la stabilité des personnes déplacées, promeuvent une inclusion sociale dépassant l'assistance humanitaire, et assurent un accès complet à l'éducation, à un logement durable, à un emploi décent et à un soutien approprié pour les groupes particulièrement vulnérables.⁷⁵

Dans ce cadre, et en s'appuyant sur le partenariat déjà établi et grandissant entre les autorités tchèques et le Conseil de l'Europe, les domaines de coopération supplémentaires suivants ont été identifiés :

- Étant donné la contribution significative des Ukrainiens déplacés par la guerre à l'économie nationale, comblant d'importants besoins du marché du travail, il est important d'assurer leur plein accès à un emploi correspondant à leurs qualifications professionnelles et académiques. Pour cela, il serait mutuellement bénéfique pour la Tchéquie d'adhérer au Passeport européen des qualifications pour les réfugiés (EQPR),⁷⁶ fondé sur [la Convention de Lisbonne du Conseil de l'Europe](#), que la Tchéquie a ratifiée. Cela serait particulièrement utile en pratique pour les psychologues et autres professionnels de la santé mentale, urgentement nécessaires pour promouvoir l'inclusion sociale et traiter les traumatismes.
- Il a été particulièrement intéressant de noter la contribution des collectivités locales à de nombreux aspects pratiques de l'accueil et, plus encore, de l'intégration des personnes déplacées dans le pays, avec le soutien de la société civile. La Tchéquie pourrait ainsi envisager de rejoindre le programme [des Cites interculturelles \(ICC\) du Conseil de l'Europe](#), qui a établi un réseau de villes, régions et autorités locales visant à valoriser la diversité par l'échange d'expériences pratiques et à s'entraider pour créer

⁷³ Recommandation du Conseil, (voir note 67), p. 16.

⁷⁴ HCR (voir note 69), paragraphe 27.

⁷⁵ Voir en ce sens, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [Protéger les Ukrainiens déplacés en Europe](#), 12 mai 2026.

⁷⁶ Voir aussi la Recommandation [CM/Rec \(2025\)6](#) du Comité des Ministres aux États membres relative aux qualifications et aux compétences linguistiques des réfugiés en Europe.

des communautés locales inclusives. À ce jour, 160 villes participent à l'ICC, interagissant en continu, contribuant à l'apprentissage durable, à la résilience et à l'innovation.

- De nombreux interlocuteurs ont manifesté de l'intérêt pour les cours développés dans le cadre [du Programme HELP du Conseil de l'Europe \(Éducation aux droits humaines pour les professionnels du droit\)](#), en particulier sur les questions liées aux groupes vulnérables, au genre, à la santé mentale et à l'aide juridique. La possibilité de traduire les cours existants, accessibles à tous, en langue tchèque est également perçue comme un atout, car elle permettrait aux autorités nationales d'acquérir des connaissances et une expertise ciblée sur des questions d'intérêt.
- La participation et l'inclusion des jeunes d'Ukraine dans le système éducatif et la société locale peuvent être davantage soutenues par les activités du [Département de la jeunesse du Conseil de l'Europe](#) dans le cadre de [la Stratégie 2030 du secteur jeunesse](#). Cela inclut des actions soutenant la mise en œuvre [de la Recommandation CM/Rec\(2019\)4 du Comité des Ministres](#) sur l'aide aux jeunes réfugiés dans leur transition vers l'âge adulte, ainsi que de la Charte européenne de la participation des jeunes à la vie locale et régionale ([Recommandation CM/Rec\(2026\)3](#)). La mise en place d'une Plateforme spéciale pour la communauté des jeunes ukrainiens (15-25 ans) pourrait être promue comme une pratique prometteuse, renforçant davantage le rôle de l'animation jeunesse dans l'accompagnement de la transition des jeunes Ukrainiens vers l'âge adulte.